

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



46614
Distr.
GENERALE

E/CN.14/13
3 janvier 1959

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Première session

Note de la Commission de la Communauté économique européenne,
communiquée par le représentant de la France

Le Secrétaire exécutif a l'honneur de porter à la connaissance des membres de la Commission économique pour l'Afrique la communication ci-après qu'il a reçue du représentant de la France.

"Addis-Abéba, le 1er janvier 1959

Monsieur le Secrétaire exécutif,

J'ai reçu de la Commission de la Communauté économique européenne la note ci-jointe, en date du 23 décembre 1958, dont le contenu me paraît se rapporter à divers points de l'ordre du jour de la première session de la Commission économique africaine.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire tenir des exemplaires de cette note aux gouvernements et aux organisations participant aux travaux de cette session de la Commission.

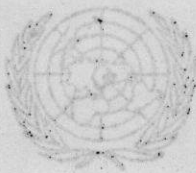
Je vous prie d'agréer, etc..."

(signé) G. Georges-Picot
Président de la
Délégation française
à la première session
de la C.E.A.

Monsieur Mekki Abbas
Secrétaire exécutif
C.E.A.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE

COMMISSION
PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER



Bruxelles, le 23 décembre 1958

N O T E

sur les activités de la Direction générale des pays et territoires d'outre-mer

Introduction

Les activités, et en même temps les buts du travail de la Direction générale se fondent sur l'art. 131 du Traité de Rome, ainsi libellé :

Les Etats membres conviennent d'associer à la Communauté les pays et territoires non européens entretenant avec la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas des relations particulières. Ces pays et territoires, ci-après dénommés "pays et territoires", sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'Annexe IV du présent traité.

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté dans son ensemble.

Conformément aux principes énoncés dans le préambule du présent traité, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent."

Il est ensuite clairement spécifié dans l'article 1er de la Convention d'application que les Etats membres de la Communauté participent aux mesures propres à promouvoir le développement social et économique des pays et territoires d'outre-mer associés, par un effort complémentaire à celui accompli par les Etats membres responsables desdits territoires.

Ces deux affirmations de principe, contenues dans le Traité de Rome, donnent en termes qui ne prêtent à aucune équivoque une synthèse de l'esprit dans lequel a été conçue l'Association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne. Toute l'action de la Communauté dans ces territoires trouve son inspiration dans ces mêmes principes. L'association s'appuie sur une base précise et concrète : la réciprocité des intérêts des différents pays et territoires. Elle n'est pas limitée aux pays tant africains qu'européens actuellement engagés; bien au contraire, l'avenir économique et politique des pays d'Afrique et d'Europe exige un élargissement de cette association.

La Direction générale voit une première tâche dans l'information - aussi complète et aussi honnête que possible - des territoires associés sur les buts de l'association. Inversement, elle se tient informée de la situation de ces territoires. A ces fins, la Direction générale a engagé et va engager encore des fonctionnaires d'origine africaine

qui traiteront dans ses services au même titre que leurs collègues européens. Des contacts quotidiens doivent permettre aux uns et aux autres de mieux connaître leurs problèmes respectifs. En plus, on est en train d'organiser des stages et des voyages d'études d'Africains qui apprendront, de par leur connaissance de l'Europe, à mieux comprendre les mobiles et les rouages de l'Association.

L'uniformisation des conditions du droit d'établissement ainsi que plus tard l'introduction de la libre circulation donneront un fondement légal à l'échange mutuel entre Africains et Européens, qui doit être intensifié. Ici encore, la Commission tiendra compte en premier lieu des intérêts des autochtones et de contribuer au développement économique et à l'industrialisation des territoires qui feront appel aux Six. Les mesures envisagées dans ce domaine ne visent d'ailleurs qu'à abolir progressivement les discriminations existant entre ressortissants et sociétés des Etats membres; elles ne sauraient porter atteinte aux priorités des autochtones.

Le problème de la liberté d'établissement dans les Etats européens pour les ressortissants et sociétés des territoires associés est réservé à la nouvelle Convention d'application qui doit être conclue dans le proche avenir. Le principe de réciprocité ainsi respecté est fixé dans l'article 132, paragraphe 5 du Traité. La Commission consultera sur cette proposition le Comité économique et social qui a formé un groupe pour les questions concernant les territoires et les autorités locales dans ces territoires. Une fois de plus, le principe de ne prendre aucune mesure concernant les territoires associés sans délibérations antérieures avec les Africains et leurs gouvernements locaux sera respecté.

Etudes

Du point de vue études, la mission de la Direction générale est double : d'une part, elle suivra systématiquement et de façon continue la situation économique et sociale de chacun des territoires associés, d'autre part, elle étudiera les problèmes du sous-développement et les méthodes employées ou préconisées pour y remédier afin d'éclairer l'action de la Commission à l'égard des Territoires associés.

L'exécution de ces tâches suppose le rassemblement d'une statistique importante en étroite liaison avec les administrations et les organismes nationaux et internationaux. Cette action entreprise dès 1958 sera poursuivie et élargie en 1959. L'objectif est, de nouveau, de mettre à la disposition de la Commission des informations complètes, cohérentes et homogènes d'un territoire à l'autre.

La Commission peut donc jouer un rôle important d'information, d'étude et de documentation sur le plan international. Par les contacts qu'elle établit nécessairement avec les Etats membres et les Territoires associés, elle est à même de disposer d'une documentation complète et précise. Ces possibilités ne sauraient qu'apparaître très appréciables à la lumière de l'intérêt croissant porté au continent africain par l'Organisation des Nations Unies.

La nécessité de l'étude systématique et concrète des solutions appliquées ou proposées à travers le monde au problème du sous-développement est évidente, étant donné l'importance croissante de ce problème et de l'évolution rapide des solutions qui lui sont apportées. Il est donc nécessaire que la Commission en soit pleinement informée afin de définir en toute connaissance de cause sa propre action à l'égard des Territoires associés. Ici encore, et ne serait-ce que pour éviter tout double emploi, une liaison étroite avec les divers organismes d'études nationaux et internationaux, et en particulier avec les instituts spécialisés dans l'étude des problèmes africains, s'impose et sera observée.

Echanges commerciaux

Les multiples problèmes des échanges commerciaux que suscite le Traité de Rome retiennent l'intérêt primordial de la Direction Générale. Le respect des intentions définies à l'art. 131 du Traité exigeait que des mesures soient prises pour favoriser l'expansion des échanges entre les pays associés. Ce souci apparaît en particulier avec l'art. 132 paragraphe 1 qui dispose que "les Etats membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les Pays et Territoires le régime qu'ils accordent entre eux en vertu du présent Traité".

Cette disposition ainsi que celles qui en découlent doivent permettre, au terme de la période transitoire, aux produits des Territoires d'entrer librement dans les Etats membres, les restrictions quantitatives et les droits de douane auxquels ils étaient soumis disparaissant progressivement. L'instauration d'un tarif extérieur commun donne en outre aux produits originaires des Territoires une certaine garantie d'écoulement dans les Etats membres qui doit avoir des conséquences bénéfiques pour les économies des pays intéressés, tant européens qu'africains.

Toutefois la structure même des économies des Territoires qui présente des différences profondes avec celles des Etats membres exigeait que des précautions soient prises pour que l'association de ces pays au Marché Commun ne revête pas l'aspect d'une croissance induite imposée par des pays hautement industrialisés à des pays qui le sont moins. Si l'élimination des droits de douane doit s'effectuer progressivement dans des conditions analogues à celles qui sont prévues pour les Etats membres, des dispositions particulières viennent jouer pour les pays et territoires d'outre-mer, de sorte que le libre mouvement des biens d'équipement et de consommation qui doit découler des mesures générales, ne puisse dans certains cas entraver le développement de telle ou telle branche de l'économie des pays associés et notamment freiner leur industrialisation. C'est ainsi qu'il a été prévu à l'art. 133 paragraphe 3 du Traité de Rome que, nonobstant des réductions des droits de douane, "les Pays et Territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget". De même les Territoires conservent

une entière liberté en ce qui concerne les droits de sortie, alors que les Etats membres doivent procéder à l'élimination de ces droits au plus tard à la fin de la première étape.

Fonds de développement

Le Traité de Rome a fait du développement économique des pays et territoires d'outre-mer le but premier de leur association à la Commission. Un des instruments de ce développement est le Fonds, qui a pour mission de financer des investissements économiques et sociaux. L'action du Fonds ne consiste pas dans la multilatéralisation d'une partie de l'aide déjà apportée par les pays métropolitains, mais elle vient compléter cette aide dans un cadre international. Les contributions des Etats membres deviennent supranationales par leur versement dans le Fonds de développement. Le Fonds vise à promouvoir, entre autres, les aspects régionaux du développement, sans être limité par les frontières qui séparent des pays et territoires entretenant des relations particulières avec des Etats membres différents.

Le Fonds de développement n'a d'autre but que d'améliorer le niveau de vie des populations des territoires. Cette amélioration n'est pas conçue de l'extérieur : les projets financés par le Fonds de développement doivent être présentés avec l'accord des autorités locales ou de la représentation des populations locales, à l'échelle où cette représentation est organisée. Par l'application de cette procédure, le Fonds de développement n'exerce pas d'interférence sur le plan politique, mais il épouse l'évolution qui y a lieu; il accorde son aide dans les domaines où son action est la plus susceptible de relayer, renforcer et prolonger l'effort de développement des territoires eux-mêmes.

Parmi les projets qui lui sont soumis, le Fonds de développement finance de préférence, dans la limite des moyens dont il dispose, les projets qui contribuent directement au progrès harmonieux des populations autochtones. Les interventions du Fonds de développement ne sont pas limitées à des dépenses d'équipement. Ce genre d'investissement peut même ne pas constituer la part principale de l'aide apportée par le Fonds, mais plutôt la recherche scientifique, l'enseignement, l'aide technique, etc.

Dans la mesure où le Fonds de développement contribue à des investissements matériels, ceux-ci n'entraîneraient pas l'établissement de liens économiques, entre les territoires et les Etats membres, qui ne soient dans leur intérêt réciproque. Chaque projet, en effet, doit constituer un ensemble nettement individualisé d'actions complémentaires les unes par rapport aux autres, ensemble qui soit susceptible d'une exploitation autonome et dont la mise en service soit passible dès l'achèvement des opérations pour lesquelles l'intervention du Fonds est sollicitée. De plus, l'accroissement de l'équipement des territoires à l'intervention du Fonds de développement peut se faire dans les meilleures conditions économiques possibles, puisque l'exécution des projets doit faire appel à une large concurrence internationale.

Les crédits du Fonds de développement sont alloués pour le financement de projets économiques et sociaux qui sont coordonnés en fonction d'une vue aussi complète que possible du développement harmonieux de la société humaine bénéficiaire. L'urgence des besoins auxquels répondent les projets constitue le critère de base pour l'allocation des crédits.

L'aide de ces crédits est appliquée de préférence aux points où elle suscitera l'action d'autres ressorts du développement : infrastructure conditionnant les investissements privés, accroissement de la productivité de la population locale (principalement sur sa formation générale et technique), inventaire et étude des ressources naturelles permettant l'établissement de programmes de mise en exploitation susceptibles d'être financés par l'emprunt, etc. De cette manière, les pays européens membres de la Communauté, d'une part, et les pays d'outre-mer associés à cette Communauté, d'autre part, mettent en oeuvre de façon solidaire les moyens dont ils disposent respectivement pour renforcer et accélérer l'épanouissement des pays et territoires d'outre-mer.

Annexe : Organigramme de la Direction générale.

Le Groupe "Pays et T.O.M." de la Communauté Economique Européenne est dirigé par un Président (M. le Commissaire Lemaigen) assisté de deux Vice-Présidents (MM. les Commissaires von der Groeben et Petrilli).

La structure administrative du secteur "Pays et T.O.M." est la suivante :

- LE DIRECTEUR GENERAL

- Quatre directions :

Direction des Affaires générales qui comprend 3 Divisions

1. Droit d'établissement
2. Relations avec les pays et territoires associés
3. Organisations internationales

Direction des Etudes qui comprend 2 Divisions

1. Situation des territoires
2. Etudes générales

Direction des Investissements qui comprend 2 Divisions

1. Opérations financières
2. Opérations techniques

Direction des Echanges commerciaux qui comprend 2 Divisions

1. Libération des échanges
2. Expansion économique

- Un service d'information-presse.

La structure administrative du secteur "Pays et T.O.M." est la suivante :

LE DIRECTEUR GENERAL

Quatre directions :

- Direction des Affaires Régionales qui comprend 3 Divisions
 - 1. Point d'établissement
 - 2. Relations avec les pays et territoires associés
 - 3. Organisations internationales
- Direction des Etudes qui comprend 2 Divisions
 - 1. Situation des territoires
 - 2. Etudes conjuguées
- Direction des Investissements qui comprend 2 Divisions
 - 1. Opérations financières
 - 2. Opérations techniques
- Direction des Echanges commerciaux qui comprend 2 Divisions
 - 1. Situation des échanges
 - 2. Expansion économique

Un service d'information-presse.